

« Les prévisions sont difficiles, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir »

André Isaac dit Pierre Dac (1893-1975) était un humoriste et comédien français.



Automobile européenne : le réveil ou le déclin ?

Charles BOK

Administrateur délégué

Pendant plus d'un siècle, l'automobile a été l'un des symboles de la puissance industrielle européenne. Mercedes, BMW, Volkswagen, Porsche, Renault, Peugeot, Fiat... autant de marques qui ont porté très loin le savoir-faire du continent.

Toutefois, la voiture est en train de changer de nature. Elle reste un objet mécanique mais devient aussi une batterie, un ordinateur, une plateforme logicielle et, de plus en plus, une application de l'intelligence artificielle. Une part croissante de sa valeur ne se trouve donc plus sous le capot mais dans les composants électroniques et les lignes de code. Et c'est précisément là que le rapport de forces s'est déplacé.

La Chine a changé les règles du jeu. L'Empire du Milieu n'a pas simplement décidé de fabriquer des voitures électriques moins chères, il a construit, pendant près de vingt ans, tout un écosystème : batteries, matières premières, électronique, logiciels, infrastructures de recharge et capacités industrielles gigantesques. Le résultat est spectaculaire : en 2025, près de 55 % des voitures neuves vendues en Chine étaient électriques et le pays représentait près des trois quarts de la production mondiale de véhicules électriques.

Des constructeurs chinois presque inconnus en Europe il y a quelques années proposent désormais des véhicules sophistiqués, bien équipés et souvent sensiblement moins chers que leurs concurrents occidentaux. Aujourd'hui, nous connaissons tous « BYD » qui est devenu un géant mondial en un temps record. Le symbole est révélateur : les frontières entre automobile et technologie sont en train de disparaître. Pendant ce temps, l'industrie européenne continuait à perfectionner ce qu'elle savait

remarquablement bien faire : des moteurs thermiques toujours plus performants et des voitures toujours mieux finies.

Le problème est classique face à une rupture technologique : on peut être excellent dans l'ancien monde et prendre du retard dans le nouveau.

L'électrification n'est probablement que la première étape. La prochaine bataille sera celle du logiciel et de l'intelligence artificielle. La voiture devient progressivement capable d'apprendre, d'anticiper, d'assister son conducteur et d'améliorer ses fonctionnalités grâce à de simples mises à jour. Sur ces sujets, Américains et Chinois avancent très vite. Et l'automobile illustre un problème européen plus général : dans l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs ou le cloud, les grands acteurs mondiaux sont essentiellement américains ou asiatiques. Or, dans ce nouvel environnement, la vitesse est elle-même devenue un avantage compétitif.

L'Europe doit retrouver le goût de la vitesse. Il serait caricatural de rendre la réglementation responsable de toutes les difficultés européennes. Nos normes ont aussi permis d'améliorer la sécurité, la qualité des véhicules et leur impact environnemental mais tout ceci a un coût. Dans un monde où les cycles technologiques se raccourcissent sans cesse, l'Europe semble parfois consacrer davantage d'énergie à réglementer les technologies du futur qu'à créer les conditions permettant à ses entreprises de les dominer. Les objectifs environnementaux, sociaux ou numériques sont légitimes mais ils doivent aussi être confrontés à une réalité nouvelle : nos entreprises sont en compétition avec des acteurs américains et asiatiques qui évoluent dans un environnement plus réactif. Une économie ne gagne pas une course technologique uniquement en fixant les règles. Elle doit aussi faire émerger les entreprises capables de gagner la course.

Dans ce numéro :

Economies - Marchés -

Stratégie : les tendances | 2

Asset allocation | 3

Indices | 3

Investment school | 4





Rien n'est pourtant joué. L'Europe conserve des marques mondiales, des ingénieurs remarquables, des capacités industrielles considérables et un savoir-faire exceptionnel. Elle commence aussi à réagir: électrification, batteries en hausse d'autonomie, logiciels et intelligence artificielle sont désormais au cœur des investissements des constructeurs. Le discours politique évolue également. Compétitivité, souveraineté industrielle, investissement et simplification réglementaire reviennent progressivement

au centre des préoccupations européennes et c'est de bon augure. L'Europe doit surtout retrouver le goût du risque, la capacité de décider rapidement et la volonté de faire grandir ses entreprises. L'automobile pourrait ainsi devenir le test grandeur nature de notre capacité à nous adapter au nouveau monde économique et technologique car dans l'économie mondiale qui se dessine, avoir raison trop tard est inutile.

Economies - Marchés - Stratégie: les tendances

Fabien PLANCQ

Senior Wealth Manager

Charles BOK

Administrateur délégué

Le troisième trimestre 2026 a une nouvelle fois été marqué par un environnement mouvementé. Après l'espoir suscité en juin par l'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, la reprise des hostilités a rapidement replacé le Moyen-Orient et le pétrole au centre des préoccupations. Le détroit d'Ormuz puis, plus largement, la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb sont redevenus des zones de tension majeures pour l'approvisionnement mondial en énergie. Chaque menace ou incident a provoqué une remontée rapide du prix du pétrole tandis que chaque espoir de négociation a entraîné une détente tout aussi importante. Cette volatilité a ravivé les craintes inflationnistes et compliqué la tâche des banques centrales.

Aux Etats-Unis, le ton de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est durci. La lutte contre l'inflation restant prioritaire pour la Fed dans une économie toujours résistante, celle-ci a finalement relevé ses taux de 0,25% en septembre, portant leur fourchette à 3,75%-4%. Il s'agissait de la première hausse depuis 2023. La décision était largement anticipée mais son caractère unanime et la fermeté affichée par Kevin Warsh, président de la Fed, ont rassuré les marchés sur la crédibilité de la banque centrale. Malgré les appels répétés de Donald Trump en faveur de taux plus bas, la Fed a ainsi clairement réaffirmé son indépendance. Une nouvelle hausse de taux reste possible en 2026 si l'inflation ne ralentit pas suffisamment.

À l'approche des élections de mi-mandat du 3 novembre, le contexte politique américain ajoute une source importante d'incertitude. L'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat seront renouvelés, avec à la clé le contrôle du Congrès pour les deux dernières années du mandat de Donald Trump. Le résultat pourrait donc influencer sensiblement sa capacité à mener sa politique économique, budgétaire et commerciale.

En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a également poursuivi son resserrement monétaire. Après une première hausse en juin, elle a de nouveau relevé en septembre son taux de dépôt à 2,5%. La remontée des

prix de l'énergie maintient l'inflation sous pression et les économistes anticipent désormais une possible nouvelle hausse de 0,25% en décembre. Christine Lagarde, présidente de la BCE, a rappelé que les perspectives restaient très incertaines, avec des risques haussiers pour l'inflation mais aussi baissiers pour la croissance.

Cette nouvelle donne monétaire a été particulièrement visible sur les marchés obligataires. Aux Etats-Unis, le rendement des emprunts d'Etat à 10 ans a dépassé 5%, atteignant son plus haut niveau depuis 2007, tandis que les taux ont également progressé en Europe. La persistance de l'inflation, la hausse des prix de l'énergie et les inquiétudes entourant les finances publiques ont conduit les investisseurs à exiger une prime de risque plus élevée. Le volume important de nouvelles émissions obligataires, y compris celles destinées à financer les investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA), a également accentué la pression sur les taux longs.

Malgré ce contexte moins favorable, les marchés actions ont une nouvelle fois fait preuve d'une remarquable résilience. Aux Etats-Unis, le S&P 500 et le Nasdaq ont inscrit de nouveaux records, soutenus par des résultats d'entreprises solides et par l'enthousiasme toujours très présent autour de l'IA. Les investissements dans les centres de données, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques continuent de progresser à un rythme exceptionnel.

Cette dynamique n'a toutefois pas été un long fleuve tranquille. Les valeurs technologiques ont connu plusieurs épisodes de forte volatilité, les investisseurs s'interrogeant sur la rentabilité future des sommes colossales engagées dans l'IA. Les valorisations élevées rendent également les marchés beaucoup plus exigeants. Pour l'instant, la forte croissance des bénéfices permet néanmoins aux grands indices américains de bien résister à la remontée du coût de l'argent.

En Europe, les marchés ont également bien résisté mais dans un contexte plus contrasté. Les valorisations restent globalement plus raisonnables qu'aux Etats-Unis mais la remontée des taux, le coût de l'énergie et les inquiétudes budgétaires ont pesé sur certains marchés, notamment en France.





Du côté des matières premières, le pétrole est resté le principal baromètre du risque géopolitique, avec de fortes variations au gré des développements au Moyen-Orient. En cette fin de trimestre, l'absence de désescalade entre Washington et Téhéran et la paralysie persistante du détroit d'Ormuz maintiennent les prix de l'or noir à un niveau élevé (+61,1% depuis le début de l'année). Les marchés continuent d'espérer une reprise des négociations mais semblent désormais intégrer des perturbations plus durables de l'approvisionnement en hydrocarbures. L'or a connu une évolution plus contrastée, pénalisé par la remontée des taux (-3,8% depuis début 2026). Le dollar a, de son côté,

retrouvé du soutien avec le durcissement de la Fed (+3,5% cette année).

Ce troisième trimestre aura rappelé que le retour de l'argent cher change la donne. Les marchés actions ont jusqu'ici bien résisté grâce à la solidité des bénéfices et à la dynamique de l'intelligence artificielle mais des taux durablement élevés, un pétrole volatil et des finances publiques plus fragiles imposent davantage de sélectivité. Dans ce contexte toujours incertain, une approche équilibrée, diversifiée et privilégiant la qualité des actifs reste plus que jamais de mise.

Asset allocation préconisé pour un investisseur MEDIUM en EUR

Allocation d'actifs		Exposition devises	
Total actions individuelles et fonds actions (immobilier inclus)	47%	EUR	81%
Actions européennes	20%	USD	16%
Actions américaines	22%	Autres	3%
Actions émergentes + Japon	5%		
Obligations et fonds obligataires	33%		
Fonds alternatifs	8%		
Divers (Or et autres matières premières)	5%		
Liquidités et fonds monétaires	7%		
	100 %		100 %

Lignes directrices de notre politique-maison. Pour de multiples raisons, des différences, parfois substantielles, peuvent exister entre plusieurs portefeuilles.
Clôture de rédaction le 01/10/2026

Indices

EQUITIES	2026 Q3	2026 YTD
EURO STOXX 50	-0,93%	8,25%
STOXX Europe 600	-1,07%	7,21%
BEL 20	-2,53%	10,39%
S&P 500	2,03%	11,77%
S&P 500 Equal Weight	-2,29%	8,57%
NASDAQ 100	0,44%	20,43%
NIKKEI 225	-4,72%	32,61%
HANG SENG	7,57%	-3,97%
MSCI EMERGING	-1,05%	21,40%
MSCI WORLD	1,60%	10,66%

COMMODITIES (in USD)	Gold	Oil (BRENT)	Bloomberg Agriculture
As at 31/12/25	4.319,37	60,85	53,44
As at 30/09/26	4.157,41	98,03	61,27
%	-3,75%	61,10%	14,66%

CURRENCIES	USD	GBP	CHF	JPY
As at 31/12/25	1,1746	0,8717	0,9307	184,0100
As at 30/09/26	1,1330	0,8541	0,9469	178,3500
%	3,54%	2,02%	-1,74%	3,08%

BONDS	2026 Q3	2026 YTD
Bloomberg Barclays Euro Aggregate Total Return Index	-3,77%	-2,52%
Bloomberg Barclays US Aggregate Total Return Index	-3,51%	-2,91%
Bloomberg Barclays EM USD Aggregate Total Return Index	-3,46%	-1,51%



Investment school: les taux au cœur des marchés

Martin t'Kint de Roodenbeke

Junior Portfolio Manager

Ces derniers temps, si vous suivez un peu l'actualité financière, vous avez certainement remarqué que trois sujets reviennent régulièrement: le pétrole, l'inflation et les taux d'intérêt.

Parmi ces thèmes, celui des taux est sans doute l'un des plus complexes. Car derrière le terme « taux » se cachent des notions très différentes, des taux directeurs aux taux à long terme, en passant par les taux hypothécaires ou de crédit. De quels taux parle-t-on exactement, et surtout, pourquoi leur évolution est-elle si importante pour l'économie et les marchés financiers ?

Le taux dont on entend le plus souvent parler est le taux directeur fixé par les banques centrales. Lorsqu'une banque centrale relève ses taux, elle augmente en quelque sorte le « prix de l'argent ». Elle influence ainsi le coût du financement à court terme, ce qui se répercute progressivement sur l'ensemble des conditions de financement de l'économie.

Le mécanisme est relativement simple: lorsque le financement devient plus coûteux pour les banques, celles-ci répercutent progressivement cette hausse. L'effet se diffuse alors aux crédits bancaires, aux emprunts hypothécaires et au financement des entreprises.

Les taux à plus long terme, comme le taux à 10 ans, ne dépendent toutefois pas uniquement des décisions des banques centrales. Ils reflètent également les anticipations des investisseurs concernant l'inflation, la croissance économique et l'évolution future de la politique monétaire. À titre d'exemple, le taux américain à 10 ans est passé de 4,15 % au 31 décembre 2025 à 5,29 % au 30 septembre 2026, soit une hausse de 1,14 point de pourcentage, alors que la Fed n'a relevé son taux directeur que de 0,25 point.

Une telle hausse a des conséquences très concrètes: les crédits deviennent plus coûteux, certains projets d'investissement moins rentables et les ménages davantage incités à épargner qu'à consommer. Cela peut progressivement ralentir l'activité économique et peser sur la croissance des bénéfices des entreprises.

À cela s'ajoute, pour les marchés actions, un second effet: lorsque les obligations offrent des rendements plus élevés, elles deviennent relativement plus attractives. Les investisseurs peuvent alors exiger un rendement potentiel plus important pour accepter le risque supplémentaire associé aux actions, ce qui rend les valorisations élevées plus difficiles à justifier.

Des taux élevés ne signifient toutefois pas nécessairement une baisse des marchés actions. Si les bénéfices des entreprises progressent suffisamment, ils peuvent continuer à soutenir les valorisations malgré un environnement de taux moins favorable. C'est notamment ce que nous observons actuellement, avec des marchés actions qui continuent de bien résister, soutenus entre autres par les perspectives de croissance bénéficiaire, particulièrement dans le secteur technologique pour les sociétés participant à l'essor de l'IA (intelligence artificielle) ou profitant de celui-ci.

Du côté obligataire, la volatilité actuelle des taux nous incite à limiter la sensibilité du portefeuille aux mouvements de taux. Nous privilégions ainsi des maturités courtes et des instruments à taux flottant (dont les coupons sont variables en fonction de l'évolution des taux d'intérêt).

Dans l'environnement actuel, comprendre l'évolution des taux est donc essentiel: ils influencent à la fois le coût du crédit, la croissance des entreprises et l'attractivité relative des différentes classes d'actifs.

Createrra Finance est une société de gestion indépendante agréée et contrôlée par les autorités luxembourgeoises et belges (Commission de Surveillance du Secteur Financier – Banque Nationale de Belgique). N'hésitez pas à consulter notre site www.createrra-finance.com ou à prendre contact avec nos collaborateurs pour une information détaillée (gestion de portefeuille, choix d'une banque dépositaire, planification et structuration de patrimoine). Si vous avez une demande concernant le traitement de vos données personnelles, vous trouverez les formulaires disponibles sur notre site www.createrra-finance.com, onglet « Protection des données ».

Editeur responsable: Createrra Finance S.A. – Réalisation: Drukkerij van Hoeilaart – Rien de cette publication ne peut être copié et/ou publié sans l'autorisation explicite de l'éditeur. Les informations communiquées proviennent de sources fiables et reposent sur des analyses approfondies. Ces informations vous sont communiquées sans garantie ni engagement de la part de l'éditeur.

LUXEMBOURG

Rue d'Arlon 6 - 8399 Windhof
Téléphone +352 45 16 36 1
www.createrra-finance.com

BELGIQUE

Rue du Tabellion 66 - 1050 Bruxelles
Téléphone +32 2 346 26 76

Pour plus de renseignements
createrra@createrra-finance.com



CREATERRA
FINANCE

Une vision globale de la gestion de patrimoine

Member of
IRIS Finance International Group